

Pour un accord de coalition
assurant une transition vers
une économie durable incluant
le secteur financier

Déi lénk Hand däerf net de Géigendeel maache vun deem wat déi riets Hand mécht

Le Cercle de Coopération des ONGD, le groupe de travail « Finance durable » et l'Initiative pour un devoir de vigilance représentent près d'une centaine d'organisations de la société civile œuvrant pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable et étant actives dans la lutte contre les inégalités dans le monde.

En tant que l'un des pays ayant la plus grande empreinte écologique au monde et en tant que membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, le Luxembourg doit également assumer ses responsabilités internationales.

En effet, selon le spillover index des Nations Unies¹, le Luxembourg a une des performances les plus négatives (162^e place parmi 166) globalement en termes d'effets néfastes de ses politiques sur le développement durable d'autres pays.

Certains défis clés devront être abordés avec des mesures concrètes, notamment :

- la transition vers une économie plus durable et la responsabilisation du secteur financier au niveau des droits humains, y inclus le droit de la biodiversité et de l'environnement ainsi que la lutte contre le dérèglement climatique;
- la cohérence des politiques pour le développement et la prise en compte et la mitigation des effets négatifs de la politique économique et commerciale du Luxembourg au niveau global.

Les victimes des violations des droits humains et les conséquences négatives de la crise climatique ne devront pas être oubliées lors des négociations du futur accord de coalition, et l'engagement pour un développement durable devra désormais faire partie de l'ADN des entreprises au Luxembourg au 21^e siècle, mais aussi de la politique économique de l'Etat luxembourgeois.

Les revendications

¹ <https://dashboards.sdgindex.org/rankings/spillovers#:~:text=Countries%20are%20ranked%20by%20their,economy%20%26%20finance%2C%20and%20security>. "Countries are ranked by their spillover score. Each country's actions can have positive or negative effects on other countries' abilities to achieve the SDGs. The Spillover Index assesses such spillovers along three dimensions: environmental & social impacts embodied into trade, economy & finance, and security. A higher score means that a country causes more positive and fewer negative spillover effects."

Dans ce contexte, nos revendications pour l'accord de coalition sont les suivantes :

